

Attaque terroriste : comment les supermarchés organisent leur protection

écrit par Antiislam | 25 avril 2018



La France islamisée de Macron devient chaque jour plus invivable.

Du Figaro

ENQUÊTE – Depuis le drame de Trèbes, les professionnels étudient les réponses à apporter en cas de nouvel attentat.

La tuerie du Super U de Trèbes, dans l'Aude, le 23 mars dernier, aiguillonne la réflexion des professionnels de la sûreté en France.

Les grandes surfaces sont-elles suffisamment armées pour faire face à cette menace qui n'est pas nouvelle?

Le 9 janvier 2015, déjà, l'attaque islamiste contre l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, à Paris, avait causé la mort de quatre innocents et fait cinq blessés.

Au fil des événements, les meilleurs experts réunis au sein du Club des directeurs de sécurité des entreprises (CDSE) tentent d'affiner les stratégies, mais «il n'y a pas de recette miracle», assure Jo Querry, figure de l'Antigang et ancien patron de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat).

Selon lui, «force est de constater que chaque attaque a sa propre logique. Des personnes ont été tuées pour avoir tenté

de quitter les lieux pris pour cibles, d'autres ont été piégées sur place. Il n'y a pas de règle générale et absolue. Ce sont les circonstances qui commandent.»

Au lendemain des attentats du 13 novembre 2015, le gouvernement avait lancé une campagne de sensibilisation pour mieux préparer les citoyens à ce type d'attentats.

Une fiche sur la meilleure manière de «réagir en cas d'attaque terroriste» donnait pour instruction de «s'échapper, se cacher (si possible) et d'alerter» les autorités.

Les opérateurs privés ont parallèlement déployé des moyens importants pour sécuriser leurs commerces, les salles de spectacles, les stades.

«Jamais la demande de sécurité n'a été aussi forte dans le secteur», assure le criminologue Alain Bauer.

Elle pullule même, tant l'ingénierie en matière de sûreté des installations accueillant du public s'est développée ces dernières années.

«Avec une multiplicité d'intervenants, plus ou moins inspirés ou qualifiés, d'ailleurs», reconnaît-on place Beauvau.

Un haut responsable à la direction générale de la police nationale l'assure:

«Si, dans le milieu aérien, les contraintes de la sûreté renforcée ont fini par être acceptées, elles restent délicates à intégrer dans le secteur de la distribution, par exemple: les grandes surfaces redoutent qu'un contrôle trop tatillon ne dissuade la clientèle de venir faire ses courses. L'équilibre n'est pas simple à trouver.»

Un préfet très au fait des questions de sécurité le dit, pour sa part:

«Vous pouvez mettre autant de vigiles que vous voulez à fouiller les sacs à l'entrée d'un magasin, si une poignée de fanatiques armés de kalachnikovs entre à force ouverte dans une galerie commerciale, rien ne pourra la stopper dans les premières minutes les plus meurtrières.»

Selon lui,

«même des agents armés, anciens militaires ou ex-policiers, comme à Disneyland Paris, n'auraient que peu de chance face à la puissance de feu des armes de guerre.»

L'armement des privés est exceptionnel en France et ceux qui y ont accès cultivent plutôt la discrétion.

Ainsi le service de la sécurité portuaire du port du Havre qui

emploie 134 agents assermentés.

Concernant les établissements commerciaux accueillant un large public, le Pr Bauer l'affirme:

«Les enseignes ont lourdement investi dans la lutte contre le vol, les dispositifs électroniques, mais finalement assez peu dans la sûreté humaine.»

Il faut repenser, selon lui, le concept de sûreté dans les magasins, ne pas se contenter d'appuyer sur le bouton police en attendant la cavalerie.

Car les temps d'intervention, même raccourcis à 20 minutes en principe, après le redéploiement des unités spécialisées sous Bernard Cazeneuve en 2016, sont toujours trop longs.

«Des réponses qualitatives sont proposées, mais comme elles sont plus chères, elles sont souvent retoquées», confie un expert de l'Union des entreprises de sécurité privée (USP). Concrètement, puisque les récentes affaires ont montré que les victimes d'attaques terroristes pouvaient se réfugier dans les chambres froides des magasins, des propositions sont formulées pour mieux sécuriser ces zones de repli, à l'instar des panic rooms installées dans certains logements luxueux.

Les procédures d'évacuation des personnels pourraient aussi être revues, avec création de sorties de secours.

«Au Bataclan, les issues étaient d'un seul côté, ce qui a contribué à augmenter le nombre de victimes contraintes de traverser la pièce pour fuir», rappelle un connaisseur du dossier.

La circulation du public au sein des magasins pourrait aussi être repensée. Bien souvent, elle est principalement dictée par le souci d'inscrire le client dans un parcours d'achat qui le canalise sans échappatoire possible.

Ancien patron du Raid nouvellement député LaREM de Seine-et-Marne, Jean-Michel Fauvergue s'est vu confier, le 5 février dernier, par Gérard Collomb, avec sa collègue de la Drôme, Alice Thourot, une mission sur le «continuum de sécurité».

Objectif: donner plus de place aux acteurs privés dans le cadre de partenariats avec les forces de l'ordre.

«Nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère pour la sécurité globale», assure le ministre de l'Intérieur.

«En Espagne, les privés sont placés sous l'autorité d'une sous-direction de la police nationale», rappelle le commissaire Fauvergue. Son rapport, qui sortira d'ici à la mi-

juillet, ira forcément vers un rôle accru de la sécurité privée, sous le contrôle renforcé des services de l'État qui ne peuvent plus tout traiter à eux seuls.

Le contexte terroriste en France a sérieusement fait bouger les lignes.

<http://lefigaro.fr/actualite-france/2018/04/24/01016-20180424ARTFIG00285-attaque-terroriste-comment-les-supermarches-organisent-leur-protection.php>

Note d'Antiislam

Le délire est complet.

Au lieu de passer franchement à la contre-attaque (une première mesure évidente en ce sens serait l'expulsion impitoyable de TOUS les fichiers S étrangers ou bi-nationaux) l'Etat macronien multiplie les mesures défensives.

Et même pas le contrôle ferme de nos frontières.

Non, Macron-Collomb prennent des mesures "défensives" transformant la vie quotidienne des Français – car quoi de plus banal que faire ses courses ? – en enfer totalitaire.